

Chambre des Représentants.

SESSION 1838 — 1839.

Commission des Pétitions.

FEUILLETON N° 2.

M. DE FLORISONE, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du livre des
pétitions. | |
|------------------------------|---------------------------------------|--|
| 1. | 484. | Par pétition du 1 ^{er} avril 1838,
L'administration communale de Brée demande la construction de la route de Beeringen à Neeritter par Brée. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics. |
| 2. | 9. | Par pétition du 16 mai 1838,
Des habitants de Tirlemont demandent la direction par Tirlemont du chemin de fer qui doit lier Namur au chemin de fer principal. |
| 3. | 29. | Par pétition du 9 novembre 1838,
La chambre de commerce et des fabriques de Namur demande la construction du chemin de fer de Namur à Tirlemont. |
| 4. | 506. | Par pétition du 11 mai 1838,
Des habitants de Ligny demandent que le chemin de fer soit dirigé de Namur à Tubize plutôt que de Namur à Tirlemont.
La commission, vu l'arrêté royal du 28 août 1838 déterminant la direction du chemin de fer, conclut au dépôt au bureau des renseignements des trois pétitions qui précèdent. |
| 5. | 492. | Par pétition en date du mois d'avril 1838,
Des propriétaires et négociants des contrées environnantes de la Lys, au nombre de 41, demandent la construction d'écluses entre Harlebeek et Deynze-Peteghem.
Également des marchands de lin et cultivateurs de la com- |

mune de Wevelghem et communes environnantes, arrondissement de Courtrai, au nombre de 74, demandent la construction de deux nouvelles écluses entre Harleboek et Deynze-Peteghem.

La commission, considérant que ces deux pétitions se lient au projet de canalisation de la Lys, conclut au renvoi à M. le ministre des travaux publics et dépôt au bureau des renseignements.

6. 1365. Par pétition du 15 mars 1837,

La dame veuve F. Vandenbosche, à Baerdingen, sollicite l'exemption de la milice pour son fils Benoit, milicien de 1836, comme pourvoyant à sa subsistance. — Concl. — Ordre du jour.

7. 461. Par pétition du 28 mars 1838,

La dame veuve Selefet, messagère à Seneffe, demande l'exemption du service de la milice pour son fils aîné pourvoyant à sa subsistance. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.

8. 491. Par pétition du 22 mars 1838,

Le sieur Dominique Van Bauwel, milicien de la commune de Koningshoscht, arrondissement de Malines, pour l'an 1832, demande son licenciement, par suite du décès de l'un de ses frères. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.

9. 26. Par pétition du 3 octobre 1838,

Le sieur Pierre Van Eecke, soldat au 8^e régiment de ligne, demande son renvoi du service militaire comme ayant été illégalement incorporé. — Concl. — Ordre du jour.

10. 19. Par pétition du 18 avril 1838,

Le sieur François Canivet, cultivateur à Baileux, arrondissement de Thuin (Hainaut), demande que son fils, milicien de 1835, incorporé par suite d'une injustice de l'administration communale, soit renvoyé du service.

Le pétitionnaire expose que son fils, actuellement canonnier au 2^e régiment, 8^e batterie de siège, n'aurait jamais dû faire partie du contingent de 1836, si l'administration communale de Baileux n'eût oublié volontairement et sciemment de faire inscrire le nommé Jean Stal (né le 24 juillet 1817) pour le tirage de la milice de 1836.

Le sieur Canivet soutient que le motif de l'administration communale, pour retirer Jean Stal du contingent de 1836, était de le faire partir comme réfractaire, en déduction de la classe de 1837 dont quatre fils de membres de l'administration communale faisaient partie.

Une réclamation adressée par le pétitionnaire à M. le gouverneur du Hainaut n'a pu être accueillie, n'ayant pas été envoyée dans le délai voulu par la loi.

Sur la même réclamation, M. le ministre des travaux publics a pris une décision conforme.

La commission, considérant qu'en admettant les faits exposés par le sieur Canivet, il en résulterait une accusation grave à la charge de l'administration communale de Baileux ; et que, d'un autre côté, il importe que les fonctionnaires publics ne puissent impunément être alomniés, conclut au renvoi à M. le ministre de l'intérieur et des affaires étrangères avec demande de renseignements.

- | | | |
|-----|-------|---|
| 11. | 32. | Par pétition du 29 mai 1838,
Le sieur Vital Ingelbeen, cultivateur à Ledeghem, demande la révocation d'une décision ministérielle, qui place son fils dans l'armée active comme retardataire. — Concl. — Ordre du jour. |
| 12. | 244. | Par pétition du 19 décembre 1837,
Le sieur Alt, cabaretier à Dinant, demande que la commission des croix de fer soit reconstituée pour achever son travail. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |
| 13. | 1029. | Par pétition du 4 juillet 1836,
Le sieur Van Klef, Gérard, à Liège, demande l'intervention de la Chambre pour obtenir la croix de fer, comme récompense de sa conduite à Venloo en 1830. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |
| 14. | 419. | Par pétition du 15 mars 1838,
Le sieur Smolders, Prosper, commis de bureau à Louvain, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la médaille décernée aux personnes qui ont fait preuve de dévouement et d'humanité à l'occasion du choléra. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur. |
| 15. | 162. | Par pétition sans date,
Le sieur Bigler, sergent au 17 ^e régiment de réserve, demande la croix de l'Ordre Léopold, ou de l'avancement en récompense de ses services au mois d'août 1831. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre. |
| 16. | 339. | Par pétition du 3 janvier 1838,
Le sieur Vandaele, chevalier de la Légion-d'Honneur à Mons, demande que la Chambre fasse droit aux réclamations des Légionnaires. — Concl. — La commission ayant fait son rapport sur les Légionnaires, dépôt sur le bureau pendant la discussion de la loi. |

M. ZOUDE, 2^e rapporteur.

- | | | |
|-----|------|--|
| 17. | 147. | Par pétition en date du 17 janvier 1839,
Des sauniers de Bruxelles demandent des modifications à la loi sur le sel. |
|-----|------|--|

Numéros du feuillet.	Numéros du livre des pétitions.	
18.	74.	Par pétition en date du 3 décembre 1838, Le sieur Willems, à Disselghem, demande des modifications à la loi sur le sel.
19.	42.	Par pétition en date du 20 novembre 1838, Le sieur Verbeke, saunier à Courtrai, demande une nouvelle loi sur le sel.
20.	100.	Par pétition en date du 13 décembre 1838, Le sieur Loquet, à Disselghem, adresse des observations sur le projet de loi relatif aux sels.
21.	86.	Par pétition en date du 7 décembre 1838, Le sieur Cardon, à Waereghem, adresse des observations sur le projet de loi relatif aux sels. — Concl. — Renvoi de ces cinq pétitions à M. le ministre des finances.
22.	58.	Par pétition en date du 12 octobre 1837, Des habitants de Boussu adressent des observations sur le projet de loi relatif à la fabrication des pièces d'or. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
23.	80.	Par pétition en date du 6 décembre 1838, Le sieur Willemart propose des modifications à la loi sur les patentes. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
24.	6.	Par pétition en date du 5 septembre 1837, Le sieur Ernalsteen, préposé de 2 ^e classe des douanes, adresse des observations sur le service des douanes. — Concl. — Ordre du jour.
25.	14.	Par pétition en date du 27 octobre 1838, La députation permanente du conseil provincial de la Flandre orientale demande une réduction du droit d'exportation sur les tourteaux de lin. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'in- térieur.
26.	27.	Par pétition en date du 15 novembre 1838, Des fabricants de poterie de la commune de Bouffioulx de- mandent une augmentation de droit sur les poteries étrangères. — Concl. — Renvoi à la commission d'industrie.
27.	486.	Par pétition en date du 26 avril 1838, Le sieur Dewylder, ex-géomètre du cadastre, réclame le paie- ment d'une créance à charge du gouvernement français. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des affaires étrangères.
28.	73.	Par pétition en date du 1 ^{er} décembre 1838, L'administration communale de Cruybeke réclame le paie- ment des créances arriérées de 1832 et 1833, pour fournitures faites à l'armée française.
29.	137.	Par pétition non datée, L'administration communale de Capellen réclame le paiement

de prestations militaires du chef de fournitures faites à l'armée française en 1832. — Concl. — Renvoi de ces deux pétitions à M. le ministre de la guerre.

30. 158. Par pétition en date du 23 janvier 1839,
L'administration communale de Soignies demande que la Chambre prenne une mesure pour retirer aux administrations communales le droit de délivrer des certificats d'indigence aux condamnés à des amendes. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la justice.
31. 12. Par pétition non datée,
Un grand nombre de voituriers demandent la révocation des dispositions de l'art. 2 de l'arrêté du 25 mai 1837 sur le roulage. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.
32. 1272. Par pétition non datée,
Le sieur Munchen, pharmacien à Bastogne, demande l'institution d'un congrès pour réviser les lois médicales. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
33. 214. Par pétition en date du 9 décembre 1837,
Les fabricants de fer-blanc de la province de Liège demandent une augmentation de droits sur les fers-blancs étrangers. — Concl. — Renvoi à la commission d'industrie.
34. 78. Par pétition en date du 20 octobre 1837,
Les chauxfourniers de Tournai demandent une réduction sur les droits d'entrée des charbons étrangers. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
35. 247. Par pétition en date du 19 décembre 1837,
Le sieur De Neufbourg d'Egger, ex-officier de santé, demande le traitement ou la pension de son grade. — Concl. — Ordre du jour.
36. 1410. Par pétition non datée,
Des propriétaires de Lodelinsart demandent de pouvoir extraire de la terre-houille.
37. 17. Par pétition en date du 5 septembre 1837,
Le sieur Mat. Miller, propriétaire d'une carrière de plâtre, à Reisdorff, demande la sortie libre du produit de sa carrière ou la réduction du droit à $\frac{1}{2}$ p. %. — Concl. — Renvoi de ces deux pétitions à M. le ministre de l'intérieur.
38. 1222. Par pétition non datée,
Le sieur Gobert, brasseur de vinaigre, adresse le plan d'un appareil distillatoire propre à sa fabrication, avec demande de pouvoir en faire usage sans autre droit que celui imposé sur les brasseries de vinaigre. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
39. 141. Par pétition en date du 30 décembre 1838,
L'administration communale d'Ocquier demande que l'admi-

Numéros du feuillet.	Numéros du livre des pétitions.
----------------------------	---------------------------------------

nistration des bois communaux soit confiée aux communes elles-mêmes. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

- | | | |
|-----|-----|---|
| 40. | 94. | <p>Par pétition en date du 11 décembre 1838,</p> <p>Les ex-receveurs de la loterie royale de Gand et ceux d'Anvers demandent une pension. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.</p> |
| 41. | 13. | <p>Par pétition en date du 9 novembre 1838,</p> <p>Les brasseurs de Tournai demandent une loi qui défende l'exportation des grains à brasser, dans les années où la moisson n'est pas abondante. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.</p> |